

Vole pensée, vole ...

Abilio Machado

„Face à une crise globale systémique, sociale, économique, culturelle, voire politique, nous savons qu'il est possible, dès aujourd'hui, de construire d'autres modes de vivre ensemble, solidaires et citoyens, et de donner du courage et de l'enthousiasme à ceux qui sont mis de côté.

De très nombreuses expériences alternatives se développent à tous les niveaux: éducation émancipatrice, consommation et modes de vie responsables, économie solidaire, développement local participatif, solidarité internationale, pratiques culturelles, etc.“ Voici planté le décor des 4^e Rencontres internationales de l'éducation citoyenne qui se tiennent à l'initiative de Recit (Réseau des écoles de citoyens) du 23 octobre au 1^{er} novembre à Nancy.

Objectif plein emploi participe à l'événement, d'abord en organisant une journée rencontre au Luxembourg avec une délégation cosmopolite, puis en animant le weekend prochain à Nancy un workshop sur les logiciels libres. C'est donc un groupe d'une quinzaine d'acteurs, venus du Brésil, du Québec, d'Haïti et d'Afrique qui a débarqué lundi à Luxembourg. Le temps d'une journée découverte d'une sélection de projets du réseau OPE qui ont en commun la promotion d'une citoyenneté assumée et active.

Dénominateur commun

Mais alors, quel dénominateur commun entre des besoins en apparence aussi éloignés que le logement communautaire au Brésil et la préservation de plantes endémiques au Luxembourg? Assurément l'appropriation de ces sujets par le citoyen.

Qu'il s'agisse de besoins de base, tels que se loger, se nourrir et s'instruire, ou bien de préoccupations de „pays riches“, l'enjeu est l'émancipation du citoyen. Nos sociétés européennes, débordantes de tout ce qui est communément admis comme étant le fruit du progrès, trop de consommation, trop d'instruction formée, la démocratie comme un fait acquis dont il ne faudrait plus se soucier, trop de cette satisfaction „d'avoir réussi“, sont malades d'un confort conformiste.

Comme si notre curiosité, notre esprit critique s'était peu à peu ramolli. L'éducation citoyenne c'est favoriser l'esprit critique de l'individu et l'inciter à l'action collective, à l'initiative qui soulève des questions de société, qui interpelle l'autorité en place. Alors, plus de doute possible.

Nous avons beaucoup à apprendre, et la réciprocité vaut également, de nos amis du Sud. L'art de la mobilisation de la pensée, qui engendre souvent des expériences de prise en mains de leur destin par des communautés citoyennes, se décline en une multitude de „façons de faire“, produit des expressions de l'intelligence qu'il serait dommage de garder pour soi.

La question d'introduction aux Rencontres de l'éducation citoyenne résume bien ce qui nous préoccupe: comment, dans la société d'aujourd'hui, nos actions peuvent-elles permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire? Quelle éducation émancipatrice permet d'aller dans ce sens, à travers tous les aspects de la vie, et cela dans l'école, dans l'éducation citoyenne et dans tous les espaces publics?

L'économie sociale est une priorité

Eric Lavillunière

Un grand événement s'est déroulé à Mehdiya-Kenitra (Maroc) du 20 au 24 Octobre 2010 avec la première rencontre des réseaux africains de l'Economie sociale et solidaire (ESS).

Une grande fierté pour tous les représentants de 13 pays africains qui ont créé un réseau continental. Grâce aux efforts du Remess, le réseau marocain qui a joué un vrai rôle de locomotive, une déclaration a été adoptée qui fixe une feuille de route pour se doter d'un programme de travail.

L'ESS a été déclarée comme une grande priorité par le Bureau régional Afrique du BIT (Bureau international du travail) qui a soutenu la rencontre.

Eric Lavillunière (INEES Luxembourg) avait d'ailleurs l'honneur d'être invité dans un panel au nom du réseau intercontinental Ripess pour réagir aux propos de Jürgen Schwettmann, directeur régional adjoint du BIT qui défend l'idée que les alternatives de l'ESS sont une des réponses possibles à la crise financière et économique internationale.

„Un vrai levier pour un développement approprié“, soutenait Abdeljalil Cherkaoui, le président du Remess. „Des initiatives qui jettent des ponts entre le local et le global et qui appellent à des changements de mentalités. Les réseaux développent une vraie expertise citoyenne peu reconnue par les pouvoirs publics“, annonçait Eric Lavillunière.

Fidèlement aux traditions



Dans le Jardin solidaire Calendula

d'accueil africaines les rencontres se terminaient dans une ambiance de fête avec un groupe de musique traditionnelle lui aussi engagé dans les réseaux. Une vraie fierté également pour INEES qui retrouvait des délé-

gués qui avaient construit cette stratégie d'action lors des rencontres de „Globalisation de la solidarité Lux '09“ et s'y référaient d'ailleurs volontiers. Rendez-vous a été pris pour des prochaines rencontres au premier

trimestre 2011 en Tunisie. Et plus lointaines, des rencontres internationales de l'ESS, également avec le BIT, à Montréal en octobre 2011 pour lesquelles l'INEES apportera son concours.

Foto: INEES

Calendrier

Aller à la rencontre de l'économie solidaire

ECOSOLUX

Le moment est arrivé pour Ecosolux d'aller sur le terrain et de rencontrer les acteurs de l'autre économie en face-à-face. Tout le monde est bienvenu à participer aux réunions dans les quatre régions du Grand-Duché et rejoindre l'initiative, le projet Ecosolux, qui a pour but de réunir des entreprises de l'économie solidaire du pays.

Les structures participant peuvent s'identifier et aussi identifier leurs „collèges“ dans une démarche visant à démocratiser l'économie et elles auront l'opportu-

nité d'apparaître sur la carte Ecosolux sur le site web du projet qui sera officiellement lancé en novembre. L'invitation et la fiche d'inscription sur www.inees.org, pour plus de renseignements: gyolai@inees.org

Calendrier des réunions: (choi-

sissez l'endroit le plus proche de chez vous)

Au Centre: Luxembourg-Ville, le 9 novembre 2010, de 17.00 à 19.00 h au Centre de recherche public Henri Tudor, 29, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg.

Au Sud: Esch-sur-Alzette, le 11 novembre 2010, de 17.00 à 19.00 h au CIGL Esch-sur-Alzette (Centre d'initiative et de gestion local) asbl, 97, rue de l'Alzette, L-4011 Esch-sur-Alzette.

A l'Est: Wasserbillig, le 15 novembre 2010, de 17.00 à 19.00 h à l'Internetstuf Wasserbillig, 25, Grand-rue, L-6630 Wasserbillig.

Au Nord: Wiltz, le 17 novembre 2010, de 17.00 à 19.00 h au Caritas Luxembourg-Foyer Oasis, 12, avenue de la Gare, L-9540 Wiltz.

Pour une nouvelle approche de l'UE sur les Services sociaux d'intérêt général (SSIG)

Le bien-être de tous en danger!

Eric Lavillunière

Les SSIG, dans le jargon européen, ce sont les services sociaux auxquels chacun d'entre nous a déjà fait appel: ils touchent aux jeunes enfants, aux personnes âgées, à celles ayant besoin d'aide en cas de maladie ou de handicap, aux personnes en situation de précarité en termes d'emploi, de logement ou d'immigration, et à tout ce qui facilite l'accès aux droits fondamentaux reconnus par les traités européens.

Donc, des services qui facilitent notre vie quotidienne, généralement assurés par les associations. Il s'agit de secteurs importants en

termes d'emplois: les services sociaux et de santé représentent en effet près de 10% de l'emploi salarié au sein de l'UE-27 et mobilisent de nombreuses ressources bénévoles. Au travers de directives, l'UE tend à soumettre les SSIG à la concurrence au travers des marchés publics et à réglementer les aides d'Etat accordées aux asbl sociales et solidaires afin de les poser sur un pied d'égalité avec les sociétés de capital.

C'est la négociation du rôle d'intérêt public et de fonction d'innovation sociale que les asbl jouent pour le bien-être de tous. Les sociétés commerciales ayant pour but premier de dégager des béné-

ficiés, la conséquence sera aussi la disparition des services jugés non rentables, et pour les autres, l'augmentation des tarifs.

Ainsi nous devons rester vigilants et nous mobiliser pour:

- Garantir le droit d'initiative aux acteurs de l'économie sociale et solidaire et la non-obligation de recourir aux règles européennes relatives aux marchés publics;

- Donner la possibilité aux Etats membres d'étendre le champ des marchés réservés aux opérateurs de SSIG poursuivant un but non lucratif et intégrer des dispositions particulières visant à renforcer la dimension sociale

des marchés publics. Une conférence (à huis clos) à laquelle l'INEES participera, s'est tenue sous présidence belge de l'UE hier et aujourd'hui à Bruxelles.

Vous pouvez faire pression sur le Gouvernement du Luxembourg et la Commission européenne en signant le Manifeste européen: Pour une nouvelle approche de l'UE sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG) visible sur le site www.inees.org